



[les éco_fiches]

Des fiches pour mieux comprendre l'actualité économique et les enjeux pour les PME

Une crise d'ampleur exceptionnelle

Ce n'est pas la 1ère crise que notre pays traverse, mais celle-ci est d'ampleur exceptionnelle et laissera des stigmates pendant de nombreuses années. Pour s'en convaincre, examinons les tendances des grands indicateurs économiques avant et après la crise des années 1990.

1. Retour sur la crise des Savings and Loan

En France la crise immobilière des années 1990 trouve son origine dans la crise des Savings and Loan apparue dans les années 1980.

Il s'agissait, comme les subprimes, de prêts immobiliers incitant les ménages à devenir propriétaire grâce à des taux particulièrement avantageux. Cependant, à partir de 1986, la récession qui a suivi le 2^{ème} choc pétrolier a provoqué une chute des prix de l'immobilier, engendrant une vague de défauts de paiement chez les clients des S&L : les S&L sont redevenus largement déficitaires.

De nombreuses banques à travers le monde avaient souscrit des produits dérivés intégrant ces Saving and Loans : elles ont restreint l'accès au crédit occasionnant une grave récession économique au début des années 1990.

2. Des indicateurs en souffrance

Croissance du Produit Intérieur Brut (PIB)

En 1988, après 5 années de progression, le PIB s'établit à 4,6 % de croissance. Il est à noter que jusqu'à présent ce niveau n'a plus été atteint.

A partir de 1988, la croissance du PIB décélère et devient négative en 1993 (-0,91 %) : le PIB a donc perdu 5,56 points de croissance en 5 ans, soit 1,11 points par an en moyenne.

En 1994, la reprise est vive (+2,22 %) mais également éphémère puisque la croissance du PIB décélère de nouveau jusqu'en 1996 (+1,11 %).

- **La crise que la France traverse actuellement a commencé en 2007. Cette année-ci, la croissance du PIB qui s'élevait à 2,32 %, chuta brutalement pour devenir négative en 2009 (-2,4 %), soit une baisse de 4,82 points de croissance en 2 ans (-2,41 points de croissance par an en moyenne).**
- **L'ampleur de la crise économique actuelle est 2,65 fois plus importante que celle que des années 1990. Ainsi, il est à craindre une reprise très lente: selon les dernières estimations, la croissance en 2010 sera de 0,75 %. Nous ne bénéficierons donc pas d'un rebond comme ce fut le cas en 1994. Les politiques**



économiques devront être repensées afin d'intégrer de nouveaux modèles de croissance, plus durables.

- ✦ En outre, si l'on suppose que la croissance trimestrielle se stabilise à 0,3 %, il faudrait plus de 9 trimestres pour retrouver le niveau de 2008, c'est-à-dire une croissance de 0,4 %.

Au niveau des entreprises : défaillances, production et niveau d'investissement

La crise économique des années 1990 a eu de lourdes conséquences sur l'activité économique des entreprises.

* Les défaillances

Dans les années 1990, le nombre de défaillances a progressé de plus de 38 % entre décembre 1990 et janvier 1994, date du pic historique (64 495 entreprises).

La sortie de crise a été lente : 63 mois ont été nécessaires pour retrouver un nombre de défaillances semblable à celui de 1990.

- ✦ En 2008, les défaillances ont augmenté de 15 % et de 17 % en 2009. À la fin août 2009, le nombre de défaillances cumulées sur douze mois atteint 63 024, ce qui le rapproche du maximum historique.
- ✦ En outre, du fait des difficultés de financement, le nombre de défaillances est amené à s'accroître davantage.

* La production

La production au cours des années 1990 a connu différentes phases:

Entre janvier 1990 et mars 1992, la production industrielle diminue très lentement : l'indice passe de 89,2 % à 88,7 %, perdant 0,56 % de sa valeur.

A partir de mars 1992, l'indice de la production industrielle décroît plus brutalement et de manière quasi constante jusqu'à juin 1993 : il s'établit à 82,3 %, soit une baisse de 7,2 %.

Il faudra 18 mois (novembre 1994) à l'industrie pour retrouver un niveau de production identique à celui d'avant la crise (88,7 %).

- ✦ La crise actuelle a eu un impact beaucoup plus profond sur la production. En effet, entre avril 2008 et avril 2009, la production a chuté de 18,22 % dénotant une fort déstockage.
- ✦ En 5 mois, la production industrielle s'est accrue de 4,45 %. La valeur de l'indice de production industrielle en septembre 2009 est la même qu'en juillet 1995 (89,1 %, contre 104,3 % en avril 2008).



- Selon un calcul simple, si la production suit ce rythme de croissance (4,45 % en 5 mois), alors il faudra plus de 20 mois pour retrouver le niveau de production d'avant la crise.

* L'investissement

Depuis le milieu des années 1980, l'investissement des entreprises non financières augmentait pour atteindre un maximum au 2^{ème} trimestre 1991 : la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) y atteignait 31,97 milliards d'euros. A partir de cette date et du fait de la crise, l'investissement a chuté de 13,67 % pour atteindre 27,60 milliards d'euros en 1993, soit 2 ans après le début de la crise.

Il faudra 5 ans à la FBCF pour retrouver son niveau d'avant crise. Entre temps, l'investissement a d'abord progressé de manière très lente (+6,12 % en 4 ans), puis de façon plus accélérée entre 1997 et 1998 (+11,64 %).

- Depuis 2003, l'investissement des entreprises se développait rapidement : début 2008, la FBCF des entreprises non financières atteignait 50,14 milliards d'euros, soit un accroissement de plus de 30 % en 5 ans.
- La crise financière a provoqué la chute brutale des investissements des entreprises : entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 3^{ème} trimestre 2009, la FBCF a déjà chuté de 9,67 %. Au 3^{ème} trimestre 2009, elle recule de 0,7% portant l'acquis de croissance pour 2009 à -7,9 % (contre +2,4 % en 2008).

Au niveau des ménages : chômage, consommation et taux d'épargne

* Chômage

Au début des années 1990, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de manière continue et soutenue jusqu'en octobre 1993 : en 22 mois, le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 30 %.

Ensuite, la progression a été plus lente : entre octobre 1993 et août 1994, le nombre de chômeur s'est accru de 1,95 %.

Malgré la reprise de l'activité, le nombre chômeurs n'a jamais, à ce jour retrouvé son niveau d'avant la crise de 1990.

- La crise actuelle a eu un effet plus brutal sur la progression du nombre de chômeur. Entre mai 2008 et septembre 2009, c'est-à-dire en 17 mois, le nombre de chômeur a augmenté de 22,30 % : cette progression a été telle qu'elle a effacé 30 mois de baisse, obtenue entre novembre 2005 et mai 2008.
- De plus, la hausse du chômage devrait se poursuivre encore au 2^{ème} semestre et au cours de l'année 2010 du fait de pertes d'emploi importantes. Ainsi, fin 2009, le taux de chômage s'établirait ainsi à 9,7% en France métropolitaine.



* Les dépenses de consommation des ménages et l'épargne des ménages

Les dépenses de consommation augmentent de manière vigoureuse entre le milieu des années 1980 et mars 1990 : cette date marque un point de rupture. En effet, à partir de mars 1990, les dépenses de consommation des ménages diminuent lentement (-4,65 %) jusqu'en novembre 1992.

Ensuite, les dépenses de consommation retrouvent leur sentier de croissance : entre janvier 1993 et octobre 1996, les dépenses de consommation augmentent de 4,16 %.

Si les dépenses de consommation ont tant fluctué, c'est parce que le taux d'épargne des ménages a également connu des phases de variation. En effet, au début des années 1980, le taux d'épargne, alors à 18 %, a diminué de 6,8 points jusqu'en 1987. Puis ce taux s'accroît jusqu'en 1993 pour atteindre 15,5 %, valeur autour de laquelle, il oscille depuis. Ainsi, si la consommation a diminué entre 1990 et 1992, c'est parce que les ménages épargnaient.

- **A l'heure actuelle, les dépenses de consommation des ménages se maintiennent.**
- **Cette résistante est avant tout due à la désinflation qui donne l'illusion aux ménages du maintien de leur pouvoir d'achat.**
- **Parallèlement, le taux d'épargne s'accroît lentement : il s'élève à 16,6 % au 2ème trimestre après 15,9 % au 1er trimestre 2009 et +15,8 % au dernier trimestre 2008.**

Conclusion

La crise actuelle, même si elle a un déclencheur similaire à celle des années 1990, est d'ampleur incomparable. Elle provoquera de profonds changements et, ce, à plusieurs niveaux :

- * Au niveau des politiques économiques (intervention de l'Etat, remise en question de la rigueur budgétaire..)
- * Au niveau international, avec le retour du protectionnisme et les changements de stratégies du commerce international...
- * Au niveau microéconomique : il est primordial d'orienter les stratégies des entreprises, notamment des PME de façon à privilégier le renforcement de leurs structures financières afin de les rendre moins dépendantes du crédit bancaire.